



« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! »
Karl Marx

PSA Peugeot-Citroën Trémery

Le 24 juin 2019

Contre le plan de General Electric, contre le chômage, il faut interdire les licenciements !

Samedi dernier, 8 000 personnes sont descendues dans les rues de Belfort contre les 1 000 suppressions d'emploi prévues à General Electric (GE). Ceux qui se battent pour sauver leur emploi en ont entraîné des milliers d'autres qui savent qu'ils sont tout autant concernés. « *Eux, nous, c'est le même combat* », disait une ouvrière d'une entreprise sous-traitante.

Les gilets jaunes se sont mobilisés, ainsi que des artisans qui avaient une banderole « artisans en colère ». Des magasins avaient baissé le rideau en signe de solidarité. Comme a dit un boucher-charcutier installé à Belfort depuis 20 ans, « *l'impact sera énorme sur les commerçants* ».

C'était une manifestation ouvrière massive, comme il y en a eu dans de nombreuses villes du pays à chaque fois qu'une grosse usine a fermé ses portes, menaçant de ruiner toute une région. À chaque fois, les ouvriers ont entraîné dans leur combat le reste de la population.

GE est un des plus grands groupes industriels de la planète dont les bénéfices pour les seuls trois premiers mois de l'année atteignent 954 millions de dollars. Maintenir 1 000 emplois ne représenterait qu'une goutte d'eau pour une telle multinationale. Mais la vie de travailleurs et l'avenir d'une région n'entrent pas en ligne de compte. C'est la dictature du grand capital qui s'impose. Et l'État ne s'y oppose pas, il l'accompagne.

En 2015, au moment du rachat d'un des sites d'Alstom de Belfort par GE, le groupe s'était engagé à créer 1 000 emplois sur quatre ans. Il n'en a créé aucun et a juste payé une amende de 50 millions d'euros. Le gouvernement n'a rien fait pour l'obliger à tenir sa promesse. Aujourd'hui, devant l'émotion et la mobilisation, Macron et ses ministres ont fait mine de se préoccuper du sort des travailleurs. Mais c'est pour mieux les lanterner et les attaquer.

Au moment où les plans de licenciements s'accroissent, comme celui de GE ou encore celui des magasins New Look qui vient d'être annoncé et va mettre 400 personnes à la porte, le gouvernement s'en prend aux chômeurs. Il réduit le droit aux indemnités de chômage en imposant d'avoir travaillé 6 mois sur 24 au lieu de 4 sur 28 pour y avoir accès. Et il diminue leur montant par une nouvelle méthode de calcul.

Les millions de travailleurs qui alternent les contrats de quelques semaines ou de quelques jours et les périodes de chômage sont les premiers visés. Mais c'est en réalité une attaque contre tous les travailleurs. Le message au monde du travail est clair : vous devrez encore plus accepter n'importe quel travail, à n'importe quelle condition et à n'importe quel salaire !

Lutter contre le chômage, ce serait d'abord s'opposer aux licenciements et interdire les licenciements. Ce serait créer des emplois dans les services publics, par exemple dans les services d'urgence des hôpitaux où les aides-soignants et les infirmiers qui sont en grève depuis des mois réclament 10 000 embauches. Mais pour cela, il faudrait s'opposer aux intérêts du grand patronat et prendre sur ses profits.

L'an dernier, les 40 plus grosses entreprises françaises cotées en bourse ont distribué 51 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires, un record historique. Avec cette somme, 1,5 million d'emplois payés 1800 euros net pourraient être créés, cotisations sociales acquittées.

Le grand patronat et le gouvernement sont des alliés qui mènent ensemble une véritable guerre de classe contre les travailleurs. Elle est implacable parce que la crise économique s'aggrave et les rivalités commerciales s'exacerbent. Alors, les capitalistes, pour accroître leurs marges, s'en prennent aux travailleurs. Pendant ce temps, le gouvernement les ligote et leur assène ses propres coups. D'un côté, la grande bourgeoisie s'enrichit comme jamais, de l'autre, la condition ouvrière recule et la société pourrit sur pied.

Les travailleurs peuvent remettre en cause le pouvoir du grand patronat car, dans les entreprises, c'est leur travail qui est à l'origine de tous les profits et de tout le capital.

Comme le montre la manifestation de Belfort, ils peuvent entraîner le reste de la société dans leur combat. Pour cela, il faut qu'ils osent parler de leur propre voix et mettre en avant leurs propres revendications de classe, à commencer par celle d'un emploi et d'un salaire digne pour tous, sans se laisser arrêter par ceux qui disent que ce n'est pas réaliste. C'est aux travailleurs de dire et d'imposer ce qui est nécessaire.

Mercredi 26 juin, versez à la collecte pour financer le bulletin Lutte ouvrière

Mercredi de 13h à 14h, nous serons présents à la porte de l'usine pour vous demander de soutenir financièrement le bulletin Lutte ouvrière. Chaque quinzaine, il dénonce la politique de la direction de PSA qui ne vise qu'à remplir les poches des actionnaires en nous tuant au travail pendant que d'autres se retrouvent à Pôle emploi.

Le bulletin Lutte ouvrière se fait l'écho des revendications des travailleurs. Si vous l'appréciez, versez à la collecte (*vous pouvez aussi envoyer vos dons à l'ordre de Lutte ouvrière - BP47027 - 57030 Metz cedex 1*).

Une PME chez PSA ?

Le vendredi 14, la direction a organisé une opération de communication avec visite de l'atelier des moteurs électriques : 20 journalistes se sont déplacés pour un atelier qui occupe 20 salariés et qui produit 20 moteurs par jour.

Quel événement ! Ou plutôt, quel enfumage... électrique.

En avant vers le passé !

PSA a aussi fait visiter le DV aux journalistes, pour leur montrer comment l'atelier Diesel avait été modernisé.

Mais les week-ends amputés par les H+, et les prolongations de journées de 50 minutes quasi systématiques, c'est très loin de la modernité et du progrès social.

Week-end sup.

Au 430, il a fallu 3 réunions de CSE pour qu'on finisse par apprendre, le jeudi midi, qu'avec les H- on aurait un week-end de 4 jours.

Les week-ends, c'est comme le travail, c'est du sérieux : on a besoin de les organiser à l'avance.

H- + H+ = moins d'impôt sur les profits.

À l'EB aussi, des H- ont été programmées vendredi et lundi, mais, dès la première semaine de juillet, les H+ reprennent. PSA nous fait chômer fin juin pour faire baisser les stocks et payer moins d'impôts. Et on doit travailler dès le 1er samedi de juillet pour remettre les stocks à niveau.

Ça s'appelle de la magouille fiscale.

IFM : Indispensable Fin de Mois

Dans plusieurs entreprises d'intérim, les directions proposent un CDI intérimaire à ceux qui arrivent en fin de mission. Du coup, ceux qui acceptent ce CDI-I perdent leurs indemnités de fin de mission (IFM).

Ce n'est pas parce que les boîtes d'intérim font signer un CDI après des mois de précarité que les IFM doivent sauter. Elles sont dues.

Le temps perdu – Poème de Prévert

Devant la porte de l'usine
le travailleur soudain s'arrête
le beau temps l'a tiré par la veste
et comme il se retourne
et regarde le soleil
tout rouge tout rond
souriant dans son ciel de plomb
il cligne de l'œil
familièrement
Dis donc camarade Soleil
tu ne trouves pas
que c'est plutôt con
de donner une journée pareille
à un patron ?

A travail égal, salaire égal... et en hausse

Nombreux sont les intérimaires qui n'ont pas la même paye. Oh pas des différences énormes, quelques dizaines de centimes de l'heure.

Ces différences n'ont aucune raison d'être. Et puis surtout, nos salaires à tous, CDI, intérim ou CDD sont bien trop faibles. 400 euros pour tous, c'est ce qu'il nous faut tous les mois pour arriver à les boucler.

Carton rouge pour les snobs

Une dirigeante de PSA avait affirmé que l'entreprise ne reprendrait pas le club de Sochaux car le foot est trop « populaire » et que PSA « monte en gamme ».

Gênée, la direction parle de maladresse et aimerait rectifier le tir. Quand les grosses têtes se laissent aller, le naturel revient au galop...

+ de boulot et + de chômeurs, non !

Chez Neuhauser à Folschviller, un nouveau plan de suppression d'emplois menace 185 postes sur les 450 de la boulangerie industrielle qui fait partie du groupe Soufflet, riche à milliards. Sur le site restant Furst 2, la direction veut imposer aux travailleurs de travailler plus... et gagner moins !

Le rythme de travail passerait de 5/8 en 3/8 ce qui non seulement les ferait passer à 37,5 heures par semaine mais leur ferait perdre des primes. C'est NON !